



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Proposition de loi 5793

Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Date de dépôt : 15-10-2007

Date de l'avis du Conseil d'État : 27-11-2007

## Liste des documents

| <b>Date</b> | <b>Description</b>   | <b>Nom du document</b> | <b>Page</b> |
|-------------|--|------------------------|-------------|
| 15-10-2007  | Déposé   | 5793/00                | <u>3</u>    |
| 27-11-2007  | Avis du Conseil d'Etat (27.11.2007)  | 5793/01, 5785/02       | <u>6</u>    |
| 13-10-2009  | Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés<br>1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009)<br>2) Liste des propositions de loi à re [...] | 5793/02                | <u>13</u>   |

5793/00

**N° 5793****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

**PROPOSITION DE LOI**

**visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant  
l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée**

\* \* \*

*Dépôt (M. Aly Jaerling) et transmission à la Conférence des Présidents  
(15.10.2007)*

*Déclaration de recevabilité et transmission au Conseil d'Etat  
et au Gouvernement (23.10.2007)*

**SOMMAIRE:**

|   | <i>page</i> |
|---|-------------|
| 1) Exposé des motifs .....              | 1           |
| 2) Texte de la proposition de loi ..... | 2           |

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

Selon les dispositions de l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée, les soldats volontaires de nationalité luxembourgeoise quittant l'armée après une période de service de trois ans au moins, bénéficient d'un droit de priorité pour les emplois de la carrière inférieure des autres administrations, offices, services et établissements publics y compris les établissements d'assurance sociale, les communes, les établissements et syndicats communaux et la société nationale des chemins de fer.

Le Gouvernement est d'avis que l'article 25. b) de la loi précitée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Il envisage même d'élargir les priorités en faveur des soldats volontaires en mission à l'étranger.

Les dispositions de l'article 10bis de la Constitution par contre stipulent que:

- 1) Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.
- 2) Ils sont admissibles à tous les emplois publics, civils et militaires ...

Les dispositions de l'article 11 (1) de la Constitution stipulent qu'il n'y a dans l'Etat pas de distinction d'ordre.

Les articles 10bis et 11 de la Constitution sont donc absolus et interdisent toute priorité d'embauche pour quelconque raison.

Le Gouvernement, dans sa réponse à une question parlementaire relative à l'article 25. b) de la loi précitée, est d'avis que le privilège d'embauche dans les services administratifs étatiques et communaux serait une contrepartie à accorder aux soldats pour leur engagement dans l'intérêt du pays.

Toute personne remplissant sa tâche journalière s'engage dans l'intérêt du pays. Il n'y a pas de distinction à faire entre les tâches effectuées d'ordre civil ou militaire.

Une égalité des chances doit donc être garantie pour tous les Luxembourgeois concernant l'embauche aux services publics.

\*

## **TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI**

1) L'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée, est abolie.

2) Le règlement grand-ducal du 13 décembre 2004 concernant le droit d'exclusivité et le droit de priorité des volontaires de l'armée pour les emplois de la carrière des administrations, offices, services et établissements publics y compris les établissements d'assurance sociale, les communes, les établissements et syndicats communaux et la société nationale des chemins de fer luxembourgeoise, est aboli.

5793/01, 5785/02

**N<sup>os</sup> 5793<sup>1</sup>  
5785<sup>2</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

---

**PROPOSITION DE LOI**

**visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant  
l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée**

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant  
l'organisation militaire et modifiant**

- a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,**
- b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,**
- c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat,**
- d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,**
- e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,**
- f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(27.11.2007)

Par dépêche du 26 septembre 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de la Défense.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le Conseil d'Etat se doit de constater:

- 1) qu'aucun avis des chambres professionnelles ne semble avoir été demandé, alors que l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics paraît de mise au vu des modifications se rapportant au nombre des effectifs et aux carrières des membres de l'armée;

2) qu'une fiche financière au titre de l'article 79 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat fait défaut; ce document devrait être transmis au législateur avant le vote définitif de la loi.

Par dépêche du 25 octobre 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat la proposition de loi sous rubrique, déposée à la Chambre des députés par le député Aly Jaerling, le 15 octobre 2007.

La proposition de loi est accompagnée d'un exposé des motifs.

La prise de position du Gouvernement et une prise de position éventuelle de la Chambre des députés, mentionnées dans la lettre de saisine, n'ont pas encore été communiquées au Conseil d'Etat à la date de l'émission du présent avis.

\*

## CONSIDERATIONS GENERALES

L'objectif principal du projet, selon les auteurs, est la constitution d'unités de disponibilité opérationnelle (UDO). La création de ces UDO se fait dans le cadre d'une réorganisation et d'une transformation de l'armée en ses composantes essentielles afin de la mettre en mesure de participer dans les meilleures conditions possibles, ensemble avec les autres armées européennes et alliées, aux groupements tactiques de l'Union européenne et à la force de réaction rapide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Le Conseil d'Etat donne toutefois à considérer que même les armées de pays puissants avec un personnel militaire conséquent ne sauraient mener efficacement et en parallèle une multitude d'actions d'envergure. Ceci est d'autant plus vrai pour l'armée aux effectifs fort modestes d'un petit pays tel que le nôtre. Dans cet ordre d'idées, le Conseil d'Etat conseille aux responsables de ne pas vouloir trop en faire mais de limiter le nombre des engagements de notre armée et de les adapter à ses capacités.

S'agissant de la création des UDO et de la réorganisation interne de l'armée qui s'ensuit, le Conseil d'Etat n'a pas d'objections fondamentales à formuler estimant qu'il s'agit d'une décision d'opportunité, proposée par des professionnels de la défense et du métier militaire dans le but d'accroître l'efficacité des moyens mis en œuvre, et reprise à bon escient par le Gouvernement.

Les auteurs ne se limitent pas uniquement à introduire le principe de la constitution d'UDO, mais prévoient également une procédure compliquée de sélection des membres de ces unités.

Le Conseil d'Etat ne saurait suivre les auteurs dans cette approche; en outre, il met en doute l'opportunité du double volontariat. En effet, le volontaire à l'engagement dans l'armée est censé prendre sa décision en connaissance de cause, les missions de l'armée étant clairement décrites à la loi organique du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire. Le volontaire saura ainsi que le métier de soldat comporte aussi des missions et des activités pouvant revêtir certains dangers. Il n'y a partant pas lieu de lui demander s'il est disposé à participer à des missions qui font partie intégrante de la raison d'être d'une armée, comme des opérations de maintien de la paix à l'étranger, ou s'il préfère se limiter à des activités plus pacifiques.

Aussi ne convient-il pas d'opérer une deuxième sélection pour faire partie des UDO, les soldats volontaires pour être admis à l'armée devant tous être qualifiés à intégrer les UDO.

Il ne peut y avoir une catégorie de volontaires qui ne s'engagent que pour un service militaire „allégé“ et qui refusent les autres missions d'une armée digne de ce nom.

L'armée ne doit être considérée ni comme une salle d'attente dont le passage est obligatoire pour accéder prioritairement à certains emplois publics.

Le Conseil d'Etat refuse de voir créer par le biais d'une double sélection et d'un double volontariat une armée à deux vitesses.

Il propose en l'occurrence de renoncer au double volontariat ainsi qu'à la procédure de sélection des membres des UDO étant donné que les critères pour être admis dans l'armée doivent être identiques à ceux préconisés pour les candidats aux UDO.

Le point 3 de l'article 1er prévoit d'insérer un article *2bis* nouveau dans la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire. Les procédures de sélection décrites dans cet article *2bis*



peuvent en conséquence être omises alors que tous les volontaires sont susceptibles de participer à tour de rôle aux différentes missions et activités. Une conséquence de cette approche consiste donc à mettre tous les soldats volontaires sur un pied d'égalité, ce qui a pour effet de rendre superfétatoire le super-privilège pour l'accès à certains emplois dans le secteur public, dont question à l'article 17 du présent projet.

Le projet se propose encore de renforcer l'attrait du volontariat en opérant certaines adaptations au statut du volontaire. Ces mesures, qui portent notamment sur la formation et la reconversion des volontaires, trouvent dans les grandes lignes l'assentiment du Conseil d'Etat. Le projet sous avis prévoit de compléter la période d'engagement initial du volontaire – fixée à 36 mois – par une période de formation et de reconversion de 12 mois. Pendant cette période obligatoire de formation et de reconversion, le volontaire suivra des cours à l'école de l'armée ou à l'extérieur et il sera ainsi préparé à une carrière professionnelle soit au sein de l'armée soit en dehors dans le secteur public ou privé.

Dans la suite de la réorganisation dont question ci-dessus, les auteurs du projet annoncent pudiquement dans l'exposé des motifs que ces mesures et notamment les nouvelles missions de l'armée requièrent aussi des adaptations au niveau des effectifs et un certain nombre d'autres aménagements.

Les objectifs supplémentaires ainsi définis du projet sous avis sont loin d'être anodins, alors que les mesures d'accompagnement constituent une réforme sectorielle des salaires ainsi qu'une augmentation massive du cadre de l'armée.

L'absence de la fiche financière se fait particulièrement sentir dans ce contexte puisqu'elle devrait faire état d'une augmentation hors norme et durable des moyens budgétaires nécessaires.

Le Conseil d'Etat se demande si l'augmentation entraînée par les mesures envisagées ne constituera pas la plus forte augmentation du budget de la Défense jamais réalisée au Grand-Duché.

Quant à l'augmentation de l'effectif, il y a lieu de relever d'abord l'augmentation de 160 unités du nombre de volontaires, qui passe de 340 à 500 unités, soit une croissance de 47%.

Pour encadrer ce contingent de volontaires, le nombre du personnel encadrant, sous-officiers, officiers, employés et ouvriers, connaîtra aussi une augmentation hors proportion puisqu'elle doit se situer à 178 unités.

Le nombre des officiers augmente de 35 pour passer de 45 à 80, soit une augmentation de 77,8%. S'y ajoutent 2 officiers supplémentaires pour renforcer le service médical de l'armée qui passe de 2 à 4 professionnels de la santé commissionnés.

Le nombre des sous-officiers passe de 135 à 206, une augmentation de 71 unités ou 52,6%.

Le nombre des sous-officiers musiciens passe de 60 à 75, une augmentation de 15 unités, soit 25%.

Le nombre des sous-officiers affectés au service médical double pour passer de 3 à 6.

Le nombre du personnel civil se trouve augmenté de 52 unités: il passe de 118 à 170, soit une augmentation de 44%.

Le Conseil d'Etat met en doute la nécessité de ces augmentations d'effectif tout à fait considérables. S'agissant toutefois d'une question d'opportunité politique, il ne saurait s'y opposer si le législateur entendait néanmoins suivre les auteurs du projet.

Le projet ne s'arrête pas là. En dehors de l'augmentation hors pair du nombre de fonctionnaires affectés à l'armée, le projet entend modifier les carrières des différents intervenants ainsi que les grilles des traitements.

Le Conseil d'Etat ne saurait estimer le coût de cette réforme, mais il espère que la fiche financière permettra au législateur de se faire une idée de l'ampleur des répercussions pour le budget de l'Etat. Elle équivaut en effet à une révision sectorielle du régime des traitements et risque d'inciter d'autres catégories de fonctionnaires et d'employés publics à présenter leurs revendications.

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat passe à l'examen des articles.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Article 1er*

Cet article permet au ministre de la Défense de constituer des UDO et d'en fixer les procédures et modalités. Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations dans le cadre des considérations générales ci-dessus et réitère sa préférence pour l'abolition du double volontariat et de la double sélection.

Le paragraphe 5 de l'article 2*bis* nouveau vise à introduire une prime de disponibilité opérationnelle. La disponibilité semble aux yeux du Conseil d'Etat la caractéristique élémentaire de toute armée sérieuse. Le Conseil d'Etat s'oppose à cette disposition, mais il pourrait se déclarer d'accord avec une indemnité au bénéfice du volontaire pendant la période où il se trouve en mission à l'étranger. Dans la version actuelle, le Conseil d'Etat doit, au regard de l'article 103 de la Constitution, s'opposer formellement à ce que le montant de la prime soit fixé par règlement grand-ducal sans que la fourchette ou le montant maximal soient précisés dans la loi.

### *Article 2*

Afin d'éviter toute confusion avec un arrêté ministériel, le Conseil d'Etat propose de remplacer à la deuxième phrase le terme „arrêtés“ par „déterminés“ ou „fixés“.

### *Articles 3 à 5*

Sans observation.

### *Article 6*

Au point 5, il y a lieu de remplacer la lettre b) par c) et d'écrire:

„5° Le point (1) c) est remplacé comme suit:

„c) deux officiers ...“.

En maintenant la version sous avis, le projet abolit à l'endroit de l'article 9 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 précitée le chef de la musique militaire dont question au point (1) b), alors même que cette fonction est reprise au tableau barémique de la législation sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat.

### *Articles 7 à 16*

Sans observation.

### *Article 17*

Cet article modifie l'article 25 de la loi organique modifiée du 23 juillet 1952 qui a trait aux emplois publics réservés prioritairement aux volontaires de l'armée.

Au sujet du point 5 de l'article 17, le Conseil d'Etat renvoie à ses considérations générales.

Le Conseil d'Etat voudrait encore faire remarquer qu'il est d'avis que cet article n'est pas contraire aux articles 10*bis* et 11 de la Constitution et que partant la proposition de loi No 5793 visant à abolir l'article 25, b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée, devient sans objet.

### *Article 18*

Sans observation.

### *Article 19*

Les modifications apportées par l'article sous revue à l'endroit de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, qui ont principalement pour objet d'harmoniser les carrières de l'armée avec celles de la police, ne donnent pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat, sauf que les dispositions du numéro 4° ne respectent pas l'agencement de l'article 22 de la prédite loi en plaçant un allongement de grade à l'endroit du dispositif consacré aux grades de substitution.

### *Article 20*

Sans observation.

*Article 21*

A l'article sous revue consacré aux modifications à apporter à la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, il y a lieu de prévoir la fonction de commandant du Centre militaire parmi celles qui ne constituent pas le dernier grade. Si on part de l'idée que pour l'application de la disposition en question le grade A12 – *lieutenant-colonel* constitue le dernier grade, il y a lieu d'assurer une identité de traitement de la fonction de commandant du Centre militaire avec celle du chef d'état-major adjoint de l'armée, alors que les deux fonctions sont classées de manière identique, en l'occurrence au grade A13. Ceci s'indique d'autant plus que, d'après les modifications prévues par l'article 24 à l'endroit de la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations de l'Etat, ces fonctions sont considérées avec celles du chef d'état-major comme des fonctions dirigeantes. Aussi le numéro 5° de l'article sous revue serait-il à libeller comme suit:

„5° A l'article 16bis, alinéa 8, les termes „commandant et commandant adjoint de l'armée“ sont remplacés par les termes „chef d'état-major de l'armée, chef d'état-major adjoint de l'armée et commandant du centre militaire“.“

*Articles 22 à 24*

Sans observation.

*Article 25*

L'article sous revue vise à régler une pléthore de situations particulières. Le Conseil d'Etat ne se voit pas en mesure de vérifier le bien-fondé de ces dispositions. Toujours est-il qu'il donne à considérer s'il ne vaudrait pas mieux prévoir une mesure d'ordre général garantissant les droits acquis aux intéressés au lieu d'entamer un examen détaillé de situations particulières, qui ont pu avoir changé entretemps.

*Article 26*

Sans observation.

*Article 27*

Sous réserve d'opposition formelle, le Conseil d'Etat demande la suppression de la partie de la phrase „à condition de remplir les conditions établies par l'instruction du Gouvernement en conseil du 5 mars 2004 fixant les conditions et les modalités de la fonctionnarisation d'employés et d'ouvriers dans le cadre des projets de loi portant création ou réorganisation des administrations de l'Etat“, alors qu'une simple instruction du Gouvernement en conseil ne constitue pas une norme juridique ayant force légale ou réglementaire.

Ceci dit, le Conseil d'Etat est d'accord à ce que la ligne de conduite y fixée soit appliquée pour apprécier l'admissibilité des 2 agents en question, dans la mesure où elle est compatible avec les normes légales et réglementaires.

*Articles 28 à 30*

Sans observation.

*Article 31*

La disposition prévoyant que le personnel navigant de la composante aérienne touche une prime dont le montant est fixé par le Conseil de gouvernement ne répond pas aux prescriptions de l'article 103 de la Constitution. Aussi le Conseil d'Etat doit-il s'opposer formellement à l'article sous revue. Il estime que la prime en question devrait être déterminée en l'occurrence par la loi formelle, à l'instar des autres primes prévues pour des fonctionnaires de l'Etat.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 novembre 2007.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5793/02

N° 5793<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

**PROPOSITION DE LOI**

**visant à abolir l'article 25.b) de la loi du 23 juillet 1952  
concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée**

\* \* \*

## SOMMAIRE:

|  | <i>page</i> |
|--|-------------|
| 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier<br>Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) ..... | 1           |
| 2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la<br>Chambre des Députés.....            | 2           |

\*

**RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

\*

**LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE  
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale  
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes  
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales  
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)  
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre  
Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds  
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit  
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997

- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal  
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques  
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales  
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel  
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux  
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999
- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole  
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie  
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail  
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000



- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié  
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)  
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001
- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi  
1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et  
2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique  
Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant  
a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;  
b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;  
c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;  
d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001

- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel  
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“  
 Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire  
 Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures  
 Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition  
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes  
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi  
 1. relative à la politique nationale de développement durable,  
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,  
 3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social  
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé  
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988  
 Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi  
 1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,  
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,  
 3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme  
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement  
 Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales  
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003

- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
  2. portant création d'un forfait d'éducation
  3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
- Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
- Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
- Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004
- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
- Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007

- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse  
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat  
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007
- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

- 79) **5946** Proposition de loi portant
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
  - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière
- Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008
- 80) **5960** Proposition de loi portant
- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
  - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
- Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008
- 81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008
- 82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)  
Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009
- 83) **6036** Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004  
Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009
- 84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009
- 85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009
- 86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009